Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXV-3 | 2020

"Get Brexit Done!" The 2019 General Elections in the UK

Les Élections du 12 décembre 2019 en Irlande du Nord : La partition, question centrale ?

Was Partition a Central Issue in the December 2019 Elections in Northern Ireland ?

Michel Savaric

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/5756>

DOI : 10.4000/rfcb.5756

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Michel Savaric, « Les Élections du 12 décembre 2019 en Irlande du Nord : La partition, question centrale ? », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXV-3 | 2020, mis en ligne le 10 septembre 2020, consulté le 10 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/5756> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfcb.5756>

Ce document a été généré automatiquement le 10 septembre 2020.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les Élections du 12 décembre 2019 en Irlande du Nord : La partition, question centrale ?

Was Partition a Central Issue in the December 2019 Elections in Northern Ireland ?

Michel Savaric

Introduction

- ¹ Au matin du 24 juin 2016, l'effet de surprise est total. La grande presse, les dirigeants européens, l'opinion internationale n'ont pas imaginé une victoire du *Leave*. L'initiateur du referendum, David Cameron, ne l'a certainement pas prévue. Les partisans du Brexit n'ont pas non plus envisagé toutes les conséquences de ce vote, notamment concernant l'Irlande du Nord. Durant la campagne du referendum, la question de la frontière qui, en cas de Brexit, deviendrait une frontière terrestre entre le Royaume-Uni et l'Union européenne a dominé les débats dans les deux parties de l'Irlande. Ce n'était absolument pas le cas en Grande-Bretagne où la question de l'Irlande du Nord suscitait peu d'intérêt. Dans un article de l'*Irish Times* du 20 mars 2019, un ancien employé de la campagne pour le *Leave* explique que la frontière n'était pas considérée comme un sujet digne de considération¹. Pour lui, le rêve du Brexit s'est évanoui à cause de cette négligence et c'est la raison pour laquelle il est désormais en faveur du *Remain*. Bien malgré eux, les conservateurs vont être obligés de s'intéresser aux problématiques irlandaises. Leur incapacité à trouver une solution conduit aux élections générales anticipées du 12 décembre 2019.

Le DUP maître du jeu

- 2 Le 13 juillet 2016, Theresa May succède à David Cameron. Elle prend son temps : lors du congrès de son parti, en octobre, elle annonce un déclenchement de l'article 50 pour la fin du mois de mars. Le 3 novembre, la Haute Cour de Justice donne raison à la militante et femme d'affaire Gina Miller : le gouvernement ne peut pas simplement s'appuyer sur le résultat du referendum pour faire sortir le pays de l'Union européenne. La décision doit être débattue et votée par le parlement. Theresa May fait appel devant la Cour suprême mais elle perd en janvier 2017. Elle sait désormais que le Brexit va être un parcours semé d'embûches. Le parlement britannique est donc saisi de la question et il approuve le déclenchement de l'article 50 à la date du 29 mars. Une longue phase de négociation avec l'Union européenne doit commencer pour une sortie de l'UE prévue deux ans plus tard, le 31 mars 2019. Sentant qu'elle aura besoin d'une forte majorité aux Communes, Theresa May décide, à la surprise générale, de tenir des législatives anticipées le 8 juin. Elle croit pouvoir renforcer son camp mais c'est exactement le contraire qui se produit : les conservateurs perdent 13 sièges tandis que les travaillistes en gagnent 30.
- 3 May ne doit son salut qu'à un accord conclu avec le Parti unioniste démocrate dont les 10 députés lui permettent de se maintenir au pouvoir. Soudain, le parti fondé en 1971 par Ian Paisley se trouve investi d'un rôle et d'une importance que, même dans ses rêves les plus fous, il n'aurait pu imaginer. Cet heureux concours de circonstances, pour ce qui le concerne, lui permet de contrebalancer sa perte d'influence sur le terrain local. Durant la campagne du referendum, il fut le seul parti d'Irlande du Nord à militer pour le *Leave* mais les électeurs optèrent pour le *Remain* à 55,8 %. Par contre, le DUP fut le seul parti disposant de sièges au parlement en phase avec les électeurs britanniques dans leur ensemble car aucun autre ne s'était positionné en faveur de la sortie de l'UE. Au cours de la même période, le 14 juin, Leo Varadkar devient *Taoiseach*, premier ministre de la République d'Irlande, suite à la démission d'Enda Kenny, impliqué dans un scandale. Le 19 juin, les négociations entre le Royaume-Uni et la commission européenne débutent. L'équipe de négociateurs européens est menée par Michel Barnier et comprend, entre autres personnalités marquantes, l'allemande Sabine Weyand et le belge Guy Verhofstadt.
- 4 Le fait que le DUP soit le seul parti désireux de soutenir les *Tories* est lié à la particularité de la vie politique nord-irlandaise. En Écosse et au Pays de Galles, il y a des partis nationalistes mais pas d'unionistes, ce rôle étant rempli par le parti conservateur (ou même travailliste dans une certaine mesure). En Irlande du Nord, aucun des deux grands partis britanniques n'est implanté. Legs historique de la crise du *Home Rule* des années 1880, la politique s'organise autour des deux blocs unioniste et nationaliste. En temps normal, les partis nord-irlandais qui siègent à Westminster n'ont aucune influence sur la politique britannique. Sinn Féin, quant à lui, demeure fidèle à ses principes abstentionnistes et n'occupe pas ses sept sièges à la Chambre des Communes. Il s'agit d'afficher sa fidélité au premier *Dáil* de 1919-1921 même si le parti siège dans les deux parlements de Dublin et Belfast. En novembre 2016 cependant, après le jugement de la Haute Cour, Martin McGuinness aurait furtivement évoqué la possibilité que Sinn Féin rompe avec l'abstentionnisme pour faire échec au Brexit².
- 5 L'accord trouvé avec le DUP ne consiste pas à former un gouvernement de coalition contrairement à ce que s'est plu à imaginer un conseiller municipal de Ballymoney en

publiant sur son compte Facebook des photos du 10 Downing Street décoré des drapeaux de l'Irlande du Nord et de l'UVF et à la bordure de trottoir peinte en rouge, blanc et bleu³. Il s'agit d'un accord de confiance (*confidence-and-supply agreement*) limité au parlement mais comprenant aussi des garanties financières. Arlene Foster, la cheffe du parti, obtient ainsi une première contribution d'un milliard de livres (1,15 milliard d'euros) supplémentaires sur cinq ans pour le budget de l'Irlande du Nord. Pendant ce temps, il n'y a pas de parlement ni de gouvernement local à Belfast. Les institutions prévues par l'accord du vendredi saint du 10 avril 1998 ne fonctionnent plus depuis la démission de Martin McGuinness de son poste de vice-premier ministre le 9 janvier 2017 consécutive au scandale causé par la révélation d'incitations frauduleuses à l'adoption des énergies renouvelables (*renewable heat incentive*).

- 6 Le désaccord entre le DUP et Sinn Féin qui cause ce blocage repose principalement sur une loi sur le gaélique irlandais qui lui donnerait un statut similaire à celui du gallois au Pays de Galles. Les républicains ont d'autres demandes moins prioritaires : une charte des droits (*bill of rights*) et l'introduction du mariage de couples du même sexe. Mais, le rôle clé joué par le DUP au cœur du pouvoir britannique fait qu'il n'y a aucune pression sur lui pour réinstaurer le parlement de Stormont. Les dates limites fixées pour négocier un accord avec Sinn Féin sont sans cesse repoussées par le ministre délégué à l'Irlande du Nord. Le fait que des unionistes ne fassent rien pour le retour de Stormont est assurément l'une des premières ironies de l'histoire mais c'est loin d'être la seule.

La République d'Irlande en position de force

- 7 Theresa May n'avait pas prévu toutes les conséquences d'un accord avec le DUP, notamment les conséquences sur son propre avenir politique. L'opinion britannique semble d'ailleurs avoir « découvert » ce parti et ses orientations profondément imprégnées de fondamentalisme protestant lors de ce mois de juin 2017. Un autre phénomène que les dirigeants britanniques n'ont pas prévu est le conflit, certes feutré, avec la République d'Irlande et son poids soudain car elle bénéficie d'un soutien sans faille de l'Union européenne et de ses 27 États-membres. Leo Varadkar, en particulier, qui représente la nouvelle Irlande jeune, ouverte et dynamique (il est d'origine indienne par son père et homosexuel revendiqué) se révèle être un formidable opposant et un fin négociateur. Le gouvernement britannique est donc pris en tenaille entre les unionistes inflexibles du DUP et l'Irlande nationaliste derrière laquelle se range toute l'Europe. L'avenir du Royaume-Uni se joue sur le terrain irlandais ; il faut peut-être remonter à la crise du *Home Rule* de 1885-1914, voire à la guerre jacobite de 1688-1691 pour trouver un parallèle historique. Le fait que la République d'Irlande soit en mesure de dicter ses conditions au Royaume-Uni a été quelque peu négligé par Christophe Gillissen dans son article du *Monde diplomatique* de décembre 2019⁴.
- 8 Les lignes ne tardent pas à être fixées. Dès le 28 juillet, Leo Varadkar répond aux ministres qui croient en la possibilité d'une solution technologique, par exemple de contrôler les passages à la frontière à l'aide de caméras de vidéo-surveillance. Il affirme :

Ce qu'on ne va pas faire, c'est créer une frontière pour les Brexiteurs. C'est eux qui veulent une frontière, c'est à eux de dire de quoi il s'agit, de dire comment ça marcherait et, avant toute chose, de convaincre leur propre peuple, leurs propres électeurs que c'est en fait une bonne idée. On ne va pas les aider à concevoir

quelque frontière que ce soit alors que, pour commencer, nous ne pensons pas qu'elle devrait exister⁵.

- 9 Le DUP ne manque pas de réagir. Nigel Dodds, son chef de file à Westminster, accuse Varadkar d'être incohérent. Il ajoute qu'une frontière dans la mer d'Irlande rendrait la vie des habitants du nord plus difficile et serait inacceptable⁶. Le 2 août, Arlene Foster surenchérit en accusant Varadkar de mépriser le vote du peuple britannique. Le lendemain, Gerry Adams vient à la rescousse de Varadkar et accuse Foster de mépriser le vote du peuple d'Irlande du Nord qui a souhaité rester dans l'UE⁷. L'idée du « front pan-nationaliste », forgée par Gerry Adams à l'orée du processus de paix dans les années 90, semble avoir repris de la vigueur.
- 10 Ce n'est que le début et la controverse au sujet du possible retour d'une frontière physique entre les deux parties de l'Irlande va aller s'intensifiant. Un an plus tard, en juillet 2018, lors de sa démission en tant que ministre des affaires étrangères, Boris Johnson déplore l'importance qu'elle a prise. « Nous avons permis que la question de la frontière en Irlande du Nord, qui jusqu'alors semblait simple à résoudre pour tout le monde, devienne si politiquement chargée qu'elle domine le débat » affirme-t-il devant la chambre des Communes⁸.
- 11 Au-delà des apparences, cependant, il règne un certain consensus : aucun parti unioniste n'est pour un retour à une frontière physique. Même la Voix traditionnelle unioniste (TUV), parti résultant d'une scission du DUP après l'accord de St Andrews de 2006 entre ce dernier et Sinn Féin, ne la défend pas. Dans les interviews, son leader Jim Allister préconise de ne rien faire et de laisser à la République d'Irlande et à l'Europe le soin de la mettre en place si elles jugent cela nécessaire. Mais cette attitude serait contraire aux règles de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) alors que Jim Allister se déclare favorable à un *no-deal* (sortie sans accord) selon les termes de l'OMC. La position des unionistes tendance dure est difficile à tenir, en particulier pour le DUP qui assume de lourdes responsabilités en soutenant le gouvernement conservateur minoritaire. Il faut d'une part défendre le Brexit et, d'autre part, refuser la mise en place de frontières.
- 12 Quant aux républicains de Sinn Féin, il leur est souvent reproché leur abstentionnisme qui laisse le champ libre au DUP. La partie majoritaire de l'Irlande du Nord qui s'est exprimée contre le Brexit n'a ainsi aucune représentation à Westminster, hormis Sylvia Hermon, unioniste indépendante élue pour la circonscription de Down-nord. Mais Sinn Féin sait faire du lobbying en marge des débats au parlement britannique. Ceci est très perceptible dans le documentaire du réalisateur belge Alain de Halleux, *Brexit: the Clock is Ticking* (2019), diffusé sur la très europhile chaîne franco-allemande Arte, qui accompagne Michel Barnier au cours de deux ans de négociations. On y voit notamment les membres de la *task force* se rendre à Derry en mai 2018. Des membres de Sinn Féin leur font visiter la ville, leur montrent les lieux du massacre de *Bloody Sunday*. Barnier explique lui-même qu'il ne peut pas y avoir de frontière en Irlande pour des raisons historiques. L'ancienne membre de l'IRA Martina Anderson, eurodéputée depuis 2012, affirme que la solution au problème serait, bien entendu, une Irlande unie. Faute d'y parvenir dans l'immédiat, il existe une solution technique, celle du *backstop*. Le terme, traduit en français par « filet de sécurité » (mais « filet de sécurité » c'est "*safety net*"), est emprunté au cricket. En novembre 2018, le projet de *backstop* est finalement officialisé dans l'accord de sortie que Theresa May a trouvé avec l'UE.

La solution du *backstop*

- 13 Le *backstop* est présenté comme une dernière extrémité : au cas où aucune autre solution ne serait trouvée à l'issue de négociations sur un accord censé régir les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, les contrôles douaniers s'effectueraient, pendant une durée, limitée mais non précisée, entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne. La solution pourrait être, par exemple, que le Royaume-Uni quitte l'Europe politique mais demeure dans le marché unique et soumis à ses règles et protocoles... Devant le rejet de cet accord, qui traite l'Irlande comme une seule entité territoriale, par le DUP et une partie de son gouvernement, May obtient une modification des termes du *backstop* : ce serait alors l'ensemble du pays qui resterait dans l'union douanière au cas où aucune solution ne serait trouvée concernant la frontière en Irlande.
- 14 À la fin du mois de novembre 2018, Boris Johnson se rend à Belfast pour la conférence annuelle du DUP. Devant une foule en liesse, il déclare que le *backstop* doit être jeté aux orties, au risque de se faire satelliser par Bruxelles⁹. Il reçoit une *standing ovation*, on parle de « Boris-mania ». Theresa May soumet l'accord au parlement le 15 janvier 2019 et essuie une défaite historique : 432 voix contre et 202 pour. Le *backstop* devient la pierre d'achoppement du Brexit. C'est le début de la fin pour la première ministre qui ne parvient pas à rassembler au-delà de son camp et se heurte à l'opposition du DUP sans qui elle n'a pas de majorité. Il n'y a pas de 49.3 dans la constitution britannique ! Elle perd une nouvelle fois le 12 mars, la date butoir de sortie de l'UE est repoussée, puis elle perd à nouveau le 29 mars.
- 15 Alors qu'on l'interroge sur le risque de faire capoter le Brexit, Nigel Dodds finit par donner le fond de sa pensée : « Quelqu'un m'a posé la question sur l'ordre des priorités et j'ai répondu que je préfère rester dans l'Union européenne plutôt que de mettre en danger la position de l'Irlande du Nord. Telle est la force de mes sentiments concernant l'Union [avec la Grande-Bretagne]¹⁰ ». Il est donc possible de dire que la position du DUP se trouve aux antipodes de celle de leurs alliés de circonstance, les partisans d'un Brexit dur rassemblés, au sein du groupe conservateur à Westminster, dans l'ERG (*European Research Group*). Pour ses membres, comme Jacob Rees-Mogg ou Michael Gove, il est probable que l'ordre des priorités soit inverse : plutôt perdre l'Irlande du Nord que compromettre le Brexit.
- 16 Le *backstop* focalise toutes les attentions sur l'Irlande du Nord. Articles et reportages abondent dans la presse, y compris dans la presse internationale. Dans un article publié le 30 mars 2019 dans le *New York Times*, l'écrivain Patrick Radden Keefe remarque que l'Irlande du Nord et son histoire tourmentée semblent être partout¹¹. Une pièce de Jez Butterworth rencontre un franc succès à Broadway, Anna Burns a remporté le Booker Prize 2018 pour son roman *Milkman* et la série humoristique *Derry Girls* est très populaire sur Netflix. Il conclue sur la profonde ironie de la situation :

Une solution proposée par l'Union européenne l'année dernière consiste à déplacer la frontière, pour ce qui concerne les contrôles douaniers, dans la mer d'Irlande, de manière à permettre à l'Irlande du Nord et à la république de commercer sans entraves. Le gouvernement britannique a rejeté cette idée au motif que cela saperait l'unité du Royaume-Uni. C'est encore une marque de la naïveté des Brexiters qui ne se rendent pas compte qu'en forçant l'Irlande du Nord à choisir entre le Royaume-Uni et l'Europe, ils ont peut-être précipité la possible réunification de l'Irlande. / Certains républicains irlandais importants ont déjà

appelé à un referendum sur la question de l'unité irlandaise. Comme il est étrange de penser que cela pourrait être le Brexit qui finalement débarrasse l'Irlande des britanniques, issue que trois décennies de terrible violence n'ont pas réussi à obtenir¹².

- 17 Le rappel constant du conflit qui a déchiré l'Irlande du Nord est également amplifié par un hasard de calendrier. L'année 2018-2019 marque en effet le cinquantenaire du début des *Troubles*. Les chaînes de télévision de la BBC, Channel Four, les stations de radio diffusent des rétrospectives et des documents d'archive rappelant la campagne pour les droits civiques, la bataille du Bogside à Derry et les terribles émeutes de Belfast de l'été 1969. Les sites internet des grands médias ne sont pas en reste. Les reportages sur la frontière puisent dans ces innombrables archives pour expliciter le contexte.

Un possible retour des *Troubles* ?

- 18 Mais le Brexit a-t-il réellement ravivé les tensions sur le terrain ? En fait, la société est traversée de multiples tendances contradictoires. Au début de l'année 2019, les dissidents républicains de la Nouvelle IRA sont particulièrement actifs. Pour cette organisation, le Brexit a le potentiel de disloquer le Royaume-Uni et il importe de se saisir de cette occasion. Il est certain que la mise en place d'une frontière avec des contrôles douaniers offrirait pour eux une cible de choix. Le 29 janvier, ils commettent un attentat à la voiture piégée devant la Cour de Justice de Derry sans faire de victime. Le 10 avril, vingt-et-unième anniversaire de l'accord du vendredi saint, ils tirent sur la police lors d'une émeute dans la même ville. Les policiers, à l'abri dans leurs fourgons blindés, ne risquent rien mais ce n'est pas le cas des nombreuses personnes qui observent la scène sur le bas-côté. La jeune journaliste Lyra McKee est tuée par une balle perdue. Militante LGBT issue d'un milieu catholique et ouvrier, elle était très représentative d'une nouvelle génération qui a d'autres priorités et d'autres combats que la réunification de l'Irlande. Elle n'avait que 29 ans mais son tueur, semble-t-il, était plus jeune encore : peut-être 18 ou 19 ans. Sa mort provoque une émotion énorme.
- 19 D'autres faits illustrent une tendance inverse. Ainsi, en novembre 2018, le syndicat agricole Ulster Farmers' Union déclare son soutien au *backstop* et à l'accord négocié par Theresa May. Le DUP se trouve ainsi coupé d'une partie importante de sa base électorale : le syndicat est majoritairement composé de paysans protestants ; il compte 11000 adhérents qui votent traditionnellement pour lui. Le rejet de l'accord de sortie fait planer la menace d'un *no-deal* qui est perçu par les agriculteurs comme absolument désastreux. Un tiers de la production de lait d'Irlande du Nord, par exemple, est transformé dans la République d'Irlande. Le fait que des considérations économiques passent avant positions de principe peut être perçu, dans le contexte de l'Irlande du Nord comme le signe d'un relâchement des tensions.
- 20 Parmi les signes similaires, on peut évoquer les deux scrutins qui précèdent les élections législatives du 12 décembre 2019. Le 2 mai 2019, des élections locales doivent se dérouler (elles ont lieu aussi en Angleterre). On constate une baisse importante des partis unionistes DUP, UUP et TUV, une stagnation des partis nationalistes Sinn Féin et SDLP et des gains significatifs pour les partis non alignés Alliance, Green et People Before Profit¹³. Lors des élections européennes du 23 mai (celles qui n'étaient pas censées se tenir), on constate le même phénomène. Avec un taux de participation en baisse (45,14%) et après cinq comptages des voix en raison du système de vote unique

transférable, Naomi Long du parti Alliance ravit la deuxième place entre Diane Dodds du DUP et Martina Anderson de Sinn Féin qui chacune conservent leur siège¹⁴. Le succès d'Alliance lors de ces deux scrutins pourrait être comparé à celui des Libéraux démocrates en Angleterre : leurs positions sont très proches. Cependant, les électeurs d'Irlande du Nord désireux de porter leur voix pour un parti modéré opposé au Brexit auraient pu choisir de rester dans leur propre camp en votant pour le SDLP du côté nationaliste et pour l'UUP du côté unioniste. Le choix de voter Alliance doit être vu comme un désir de transcender la division communautaire, ce qui a toujours été la raison d'être de ce parti.

- 21 Le 24 mai, Theresa May annonce sa démission ; Boris Johnson lui succède le 24 juillet. Après un été mouvementé marqué par la prorogation du parlement le 28 août, puis l'annulation de cette décision par la Cour suprême le 24 septembre (donnant raison une nouvelle fois à Gina Miller), le premier ministre dévoile enfin son projet d'accord avec l'UE le 2 octobre. Ce document de sept pages, immédiatement approuvé par le DUP, prévoit une double frontière pour une durée de quatre ans¹⁵. L'Irlande du Nord quitterait l'union douanière mais resterait dans le marché unique. Il y aurait des contrôles sur les marchandises provenant de Grande-Bretagne mais aussi entre l'Irlande du Nord et la République. Tous les quatre ans, Stormont serait amené à se prononcer sur le maintien de ce dispositif. Leo Varadkar accueille positivement une partie du projet mais fait savoir que des contrôles douaniers entre les deux parties de l'Irlande sont inacceptables. Les deux premiers ministres se réunissent le 10 octobre. Varadkar déclare que les négociations sont en bonne voie, la livre sterling remonte de 0,7 %. Le 17 octobre, un nouvel accord de sortie est conclu à l'occasion du Conseil européen : les contrôles à la frontière sont abandonnés en Irlande, ils demeurent entre l'Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni. Le *backstop* est de retour, avec quelques changements mineurs. Les unionistes sont furieux et hurlent à la trahison¹⁶. Jamie Bryson, personnalité considérée comme un porte-parole des organisations paramilitaires loyalistes, tient des propos lourds de sens : « L'IRA n'a pas réussi à faire sortir la communauté unioniste du Royaume-Uni à coups de bombes, n'a pas pu séparer l'Irlande du Nord du Royaume-Uni en 30 ans de terrorisme. Avec cette affreuse trahison, le premier ministre britannique a produit une Irlande unie économique en un seul et unique coup¹⁷ ».

Vers la victoire du camp du *Remain*

- 22 Le 21 octobre, nouveau coup dur pour le DUP : l'avortement et le mariage entre personnes du même sexe deviennent légaux en Irlande du Nord¹⁸. En juillet, la Chambre des Communes a légiféré sur sa capacité à imposer de tels changements en l'absence d'assemblée élue à Stormont. Boris Johnson perd au parlement le 22 octobre, il est forcé de demander une prolongation du délai à l'Union européenne qui le lui concède jusqu'au 31 janvier 2020. Le 29 octobre, le parlement vote en faveur d'élections générales anticipées. Elles sont fixées au 12 décembre. La campagne électorale est très courte et d'autant plus intense. En Irlande du Nord, les deux partis nationalistes Sinn Féin et le SDLP sont anti Brexit tandis que les partis DUP et TUV sont pro Brexit. Nous avons finalement une curieuse situation : les deux camps semblent faire campagne contre leur objectif à long terme. Si le but est d'obtenir un référendum sur la réunification de l'Irlande, alors ne vaut-il pas mieux être pour le Brexit ? Cette

étrangeté pouvait être notée, concernant Sinn Féin, dès la campagne du referendum de 2016 : en appelant à voter *Remain* tout en exigeant la tenue d'un referendum sur la réunification (*border poll*) si le *Leave* devait l'emporter, il faisait campagne contre un *border poll*. Inversement, si ce que l'on souhaite est maintenir l'intégrité du Royaume-Uni, il peut paraître plus simple de rejoindre le camp du *Remain*. Telle est l'option choisie par le Parti unioniste de l'Ulster (UUP) qui opère un nouveau revirement dans sa profession de foi¹⁹. Après le referendum, il avait décidé de soutenir le vœu de la majorité des électeurs britanniques. Les partis Alliance et Green sont également anti Brexit.

- 23 La division entre anti et pro Brexit ne recoupe donc pas exactement la traditionnelle division communautaire entre orange et vert. Un pacte électoral se dessine dans le camp du *Remain* qui espère pouvoir peser sur la destinée des îles britanniques dans l'éventualité d'un nouveau parlement indécis, où cette fois Jeremy Corbyn serait contraint de chercher des soutiens en Irlande du Nord²⁰. Le SDLP ne présente pas de candidats dans les circonscriptions de Belfast-nord, Belfast-est et Down-nord. Sinn Féin se retire de Belfast-sud, Belfast-est et Down-nord. Ces deux dernières circonscriptions sont laissées, respectivement, à Naomi Long d'Alliance et à l'unioniste indépendante et *Remainer* Lady Sylvia Hermon²¹. Mais cette dernière annonce qu'elle prend sa retraite et Alliance présente alors un candidat, Stephen Farry. La campagne prend très vite un tournant sectaire et violent, en particulier à Belfast-nord. L'UUP, malgré sa position en faveur du *Remain*, choisit de ne pas présenter de candidat face à Nigel Dodds du DUP. Il s'agit d'éviter l'élection de John Finucane de Sinn Féin, maire de Belfast et surtout fils de Pat Finucane, avocat de l'IRA assassiné en 1989 dans l'un des cas les plus emblématiques de collusion entre services secrets britanniques et paramilitaires loyalistes. Des panneaux représentant l'attentat à la bombe du 23 octobre 1993 qui fit neuf victimes et le poseur de bombe dans Shankill road sont érigés un peu partout dans les zones loyalistes du quartier. Ils utilisent le fait que l'un des auteurs de l'attentat, ancien prisonnier libéré à la faveur de l'accord du vendredi saint, soit dans l'équipe de militants qui font du porte à porte pour le candidat républicain. D'autres panneaux rappellent les oncles de John Finucane qui étaient membres de l'IRA.
- 24 Au lendemain du 12 décembre, la composition des membres du parlement de Westminster pour l'Irlande du Nord a considérablement changé. Là où les élections de 2017 avaient donné 10 élus du DUP, 7 du Sinn Féin et une unioniste indépendante, on compte désormais 8 DUP, 7 Sinn Féin, 2 SDLP et 1 Alliance. Pour la première fois, il y a plus de nationalistes que d'unionistes à Westminster (9 contre 8). Il y a 10 *Remainers* (mais les 7 Sinn Féin ne siègent pas) contre 8 *Leavers*. Nigel Dodds, qui était élu depuis 2001, perd son siège. Le DUP perd également la circonscription de Belfast-sud, récupérée par le SDLP. À Down-nord, Stephen Farry d'Alliance a réussi à convaincre les électeurs unionistes modérés qui votaient pour Lady Hermon de voter pour lui. Ailleurs, les résultats sont serrés : dans la circonscription de Fermanagh et Tyrone-sud, la candidate Sinn Féin remporte 21986 voix contre 21929 pour son rival de l'UUP, soit une différence de 57. Or le 20 décembre, un lanceur d'alerte a dénoncé, lors de l'émission *The Nolan Show* de BBC Radio Ulster, de graves manquements de la part de l'office électoral, empêchant de nombreux électeurs de s'inscrire, ce qui pourrait altérer la sincérité de ce scrutin²².
- 25 Au terme de cette séquence, il apparaît clairement que le Brexit a bousculé l'équilibre sur lequel repose le processus de paix en Irlande du Nord. Il remet en cause le *statu quo* :

une frontière entre le nord et le sud de l'île mécontente les nationalistes, une frontière entre les deux îles fâche les unionistes. Il est impossible de faire des concessions aux uns sans provoquer la fureur des autres. Ce mécanisme est ancestral, les gouvernants britanniques devraient y être habitués et pourtant, ils semblent toujours le redécouvrir. Cela ne signifie pas que l'Irlande du Nord est prête à basculer dans la violence à tout moment. La polarisation de la société est certes toujours bien présente mais il existe un mouvement de fond d'indifférence croissante envers ces questions. Les dernières enquêtes *Life and Times survey* menées par les universités de Queen's et d'Ulster montrent que 50 % des nord-irlandais ne se décrivent ni comme unionistes, ni comme nationalistes²³. Dans l'éventualité d'un referendum sur la réunification de l'Irlande, il est impossible de prédire comment ces électeurs voteraient.

Conclusion

- 26 La victoire sans appel de Boris Johnson et des conservateurs met un terme à la suprématie du parlement sur l'exécutif. L'Irlande du Nord n'est plus au premier plan, les Tories n'ont plus besoin de leur béquille unioniste. Le DUP se recentre sur sa base locale. Le 11 janvier 2020, le parlement de Stormont rouvre enfin après trois ans d'interruption semblant ainsi démontrer que c'était bien l'installation des unionistes au cœur du pouvoir britannique qui bloquait le retour de la dévolution. Le 21 janvier, Conor Murphy, ministre Sinn Féin du budget, annonce qu'il lui manque un milliard de livres (1,15 milliards d'euros) pour financer les services publics. Les jours fastes de l'accord entre le DUP et Theresa May semblent loin. Le premier ministre peut se dire qu'il n'a plus à se préoccuper du problème de la frontière en Irlande. Rien n'est moins sûr.
- 27 **Michel Savaric est maître de conférences à l'Université de Franche-Comté où il est membre du Centre de Recherches Interdisciplinaires et Transculturelles (CRIT, EA3224). Il mène actuellement des recherches sur l'histoire de l'Irlande du Nord. Ses dernières publications comprennent "Northern Ireland: Is the Peace Process Really Under Threat?" dans la *Revue française de Civilisation britannique*, Vol. XXIII-2, (2018), et « Le livre comme objet politique en Irlande du Nord », dans *l'Observatoire de la Société britannique : L'Irlande du Nord dans un Royaume en turbulences*, sous la direction de Philippe Brillet.**

BIBLIOGRAPHIE

BLEVINS David, "Brexit deal: Northern Ireland loyalist groups consider response to PM's 'awful betrayal', *Sky News*, 19th October 2019, <https://news.sky.com/story/an-awful-betrayal-why-the-dup-rejects-the-pms-new-brexit-deal-11839001>, accessed 7th March 2020.

"Boris Johnson's speech to DUP conference: 'we are on the verge of making a historic mistake'", *The Spectator*, 24th November 2018.

BREEN Suzanne, "DUP man celebrated election with photo of terror group flag in Downing Street", *Belfast Telegraph*, 12th June 2017.

"Brexit: Nigel Dodds 'would rather stay in the EU than risk union'", *BBC News*, 29 March 2019, <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-47747945>, accessed 3rd March 2020.

CARROLL Rory, "How the 'neithers' could decide Northern Ireland's political fate", *The Guardian*, 15th August 2019.

CONNOLLY Maeve, "Sinn Féin refuses to say if it will vote against Brexit in House of Commons", *The Irish News*, 3rd November 2016.

DONAGHY Peter, "Centre parties have captured a significant number of seats from both nationalists and unionists at the local elections", *Sluggie O'Toole*, May 6, 2019, <https://sluggerotoole.com/2019/05/06/centre-parties-have-captured-a-significant-number-of-seats-from-both-nationalists-and-unionists-at-the-local-elections/>, accessed 3rd March 2020.

DUGGAN Alan and Lisa Whitten, eds, *Data Yearbook 2018, Irish Political Studies*, Vol. 33, Issue 4, December 2018: p. 462-3.

"European elections: Long, Dodds and Anderson elected", *BBC News*, 27th May 2019, <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-politics-48370936>, accessed 3rd March 2020.

Explanatory Note On UK Proposals For An Amended Protocol On Ireland/Northern Ireland, 2nd October 2019, https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/836116/Explanatory_Note_Accessible.pdf, accessed 5th March 2020.

GILLISSEN Christophe, « Face au Brexit, le casse-tête nord-irlandais : Amours et désamours entre Londres et les unionistes », *Le Monde diplomatique*, décembre 2019, p. 10-11.

HAYWARD Katy, "The 2019 General Election in Northern Ireland: the Rise of the Centre Ground?", *The Political Quarterly*, Vol. 91, No. 1, January–March 2020.

"In full: Boris Johnson's resignation speech", *BBC News*, 18th July 2018, <https://www.bbc.com/news/av/uk-politics-44875916/in-full-boris-johnson-s-resignation-speech>, accessed 3rd March 2020.

"Ireland 'will not design a border for the Brexiteers', says taoiseach", *The Guardian*, July, 28, 2017.

"Ni Newspapers: Unionist Fury Over Brexit 'Betrayal'", *BBC News*, 18th October 2019, <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-50094038>, accessed 7th March 2020

NORGROVE Oliver, "Why Brexiteers forgot about the Border: British tendency to ignore North has brought Brexit dream to its knees", *The Irish Times*, 20th March 2019.

"Northern Ireland Set to Legalize Abortion and Same-Sex Marriage", *The New York Times*, Oct 21, 2019.

RADDEN KEEFE Patrick, "The Irish Border Is a Scar: Could Brexit reignite the Troubles in Northern Ireland?", *The New York Times*, 31st March 2019.

STONE Jon, "What does the Sinn Féin-SDLP electoral pact in Northern Ireland mean for Brexit?", *The Independent*, 4th November 2019.

THOMPSON David, "Election 2019: 'Chaos' at Northern Ireland Electoral Office", *BBC News*, 20th December 2019, <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-50865220>, accessed 8th March 2020.

ULSTER UNIONIST PARTY, 2019 General Election Manifesto, <https://uup.org/assets/images/uup%20ge%20manifesto%20twenty-nineteen.pdf>, accessed 7th March 2020.

“Varadkar: Government will not design borders for Brexiteers”, *Irish Examiner*, July, 29, 2017.

NOTES

1. Oliver Norgrove, “Why Brexiteers forgot about the Border: British tendency to ignore North has brought Brexit dream to its knees”, *The Irish Times*, 20th March 2019.
2. Maeve Connolly, “Sinn Féin refuses to say if it will vote against Brexit in House of Commons”, *The Irish News*, 3rd November 2016.
3. Suzanne Breen, “DUP man celebrated election with photo of terror group flag in Downing Street”, *Belfast Telegraph*, 12th June 2017.
4. Christophe Gillissen, « Face au Brexit, le casse-tête nord-irlandais : Amours et désamours entre Londres et les unionistes », *Le Monde diplomatique*, décembre 2019, p. 10-11.
5. “What we are not going to do is design a border for the Brexiteers. They are the ones who want a border, it is up to them to say what it is, to say how it would work and to first of all, convince their own people, their own voters, that this is actually a good idea. We’re not going to be helping them to design some sort of border that we don’t believe should exist in the first place.”
“Varadkar: Government will not design borders for Brexiteers”, *Irish Examiner*, July, 29, 2017.
6. “Ireland 'will not design a border for the Brexiteers', says taoiseach”, *The Guardian*, July, 28, 2017.
7. Alan Duggan and Lisa Whitten, eds, *Data Yearbook 2018, Irish Political Studies*, Vol. 33, Issue 4, December 2018: p. 462-3.
8. *We have allowed the question of the Northern Irish border, which had hitherto been assumed on all sides to be readily soluble, to become so politically charged as to dominate the debate.*
“In full: Boris Johnson's resignation speech”, BBC News, 18th July 2018, <https://www.bbc.com/news/av/uk-politics-44875916/in-full-boris-johnson-s-resignation-speech>, accessed 3rd March 2020.
9. “Boris Johnson’s speech to DUP conference: ‘we are on the verge of making a historic mistake’”, *The Spectator*, 24th 2018.
10. *Someone once asked me about these order of priorities and I said I would stay in the European Union and remain rather than risk Northern Ireland’s position. That’s how strongly I feel about the Union.*
“Brexit: Nigel Dodds 'would rather stay in the EU than risk union’”, BBC News, 29 March 2019, <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-47747945>, accessed 3rd March 2020.
11. Patrick Radden Keefe, “The Irish Border Is a Scar: Could Brexit reignite the Troubles in Northern Ireland?”, *The New York Times*, March 30th, 2019.
12. *One solution, which the European Union proposed last year, was to shift the border, for customs purposes, into the Irish Sea, so Northern Ireland and the Republic could trade without barriers. The British government rejected this idea on the grounds that doing so would undermine the unity of the United Kingdom. It’s a further measure of the Brexiteers’ naïveté that they don’t realize that by forcing Northern Ireland to choose between the United Kingdom and Europe, they may have inadvertently hastened the eventual reunification of Ireland. / Some prominent Irish Republicans have already called for a referendum on the question of Irish unity. How strange to think it could be Brexit that finally gets the British out of Ireland — an outcome that three decades of appalling violence failed to achieve. Ibid.*
13. Peter Donaghy, “Centre parties have captured a significant number of seats from both nationalists and unionists at the local elections”, *Sluggie O’Toole*, May 6, 2019, <https://sluggerotoole.com/2019/05/06/centre-parties-have-captured-a-significant-number-of-seats-from-both-nationalists-and-unionists-at-the-local-elections/>, accessed 3rd March 2020.

14. "European elections: Long, Dodds and Anderson elected", *BBC News*, 27th May 2019, <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-politics-48370936>, accessed 3rd March 2020.
 15. *Explanatory Note On UK Proposals For An Amended Protocol On Ireland/Northern Ireland*, 2nd October 2019, https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/836116/Explanatory_Note_Accessible.pdf, accessed 5th March 2020.
 16. "NI newspapers: Unionist fury over Brexit 'betrayal'", *BBC News*, 18th October 2019, <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-50094038>, accessed 7th March 2020.
 17. *The IRA couldn't bomb the unionist community out of the United Kingdom, couldn't divide Northern Ireland from the United Kingdom with 30 years of terrorism. The British prime minister, in this awful betrayal, has essentially delivered an economic United Ireland with one fell swoop.*
David Blevins, "Brexit deal: Northern Ireland loyalist groups consider response to PM's 'awful betrayal'", *Sky News*, 19th October 2019, <https://news.sky.com/story/an-awful-betrayal-why-the-dup-rejects-the-pms-new-brexit-deal-11839001>, accessed 7th March 2020.
 18. "Northern Ireland Set to Legalize Abortion and Same-Sex Marriage", *The New York Times*, Oct 21, 2019.
 19. *2019 General Election Manifesto*, Ulster Unionist Party, <https://uup.org/assets/images/uup%20ge%20manifesto%20twenty nineteen.pdf>, accessed 7th March 2020.
 20. Katy Hayward, "The 2019 General Election in Northern Ireland: the Rise of the Centre Ground?", *The Political Quarterly*, Vol. 91, No. 1, January–March 2020.
 21. Jon Stone, "What does the Sinn Féin-SDLP electoral pact in Northern Ireland mean for Brexit?", *The Independent*, 4th November 2019.
 22. David Thompson, "Election 2019: 'Chaos' at Northern Ireland Electoral Office", *BBC News*, 20th December 2019, <https://www.bbc.com/news/uk-northern-ireland-50865220>, accessed 8th March 2020.
 23. Rory Carroll, "How the 'neithers' could decide Northern Ireland's political fate", *The Guardian*, 15th August 2019.
-

RÉSUMÉS

Jusqu'au référendum du 23 juin 2016, l'Irlande du Nord, vue de Londres, pouvait sembler une question réglée. Depuis 2007, elle était gérée conjointement par les deux ennemis historiques du DUP et du Sinn Féin et les institutions prévues par l'accord de partage du pouvoir de 1998 fonctionnaient sans véritable accroc. Mais le vote, majoritairement anglais, en faveur du Brexit est venu bousculer un équilibre qui demeurait relativement fragile. Ce résultat a projeté sur le devant de la scène la question de la partition de l'Irlande, matérialisée par la frontière qui la divise en deux juridictions et qui, au nord, divise la population au sujet de sa légitimité. Le hasard a voulu que les élections anticipées voulues par Theresa May en 2017 ont donné au DUP, parti fondé par Ian Paisley, un rôle déterminant. De fait, c'est l'opposition des 10 députés unionistes démocrates à tout traitement différencié de l'Irlande du Nord qui a bloqué la mise en œuvre du Brexit et qui a provoqué de nouvelles législative anticipées en 2019. Des hasards de calendrier ont fait aussi que cette impasse politique a coïncidé avec le centenaire de la guerre d'indépendance irlandaise et le cinquantième du mouvement pour les droits civiques et du début des *Troubles*. Il importe donc d'analyser les élections du 12.12.2019 en Irlande du Nord en relation avec les soubresauts politiques à Westminster, avec la question de la frontière physique et du *Backstop*

impliquant l'Union européenne et la République d'Irlande. Si ces controverses incessantes ont ravivé des divisions ancestrales, on verra aussi qu'une partie grandissante de la population nord-irlandaise cherche à échapper à la traditionnelle dichotomie entre orange et vert.

Until the referendum of 23 June 2016, Northern Ireland, as seen from London, could appear to be a settled matter. Since 2007, it had been jointly managed by the two historic enemies, the DUP and Sinn Féin, and the institutions provided for in the 1998 power-sharing agreement were functioning smoothly. But the predominantly English vote in favour of Brexit upset a balance that had remained relatively fragile. The result brought to the forefront the issue of the partition of Ireland, as reflected in the border dividing it into two jurisdictions and dividing the population in the North over its legitimacy. Coincidentally, the snap general election called by Theresa May in 2017 had given the DUP, the party founded by Ian Paisley, a decisive role. Indeed, it was the opposition of the 10 Unionist Democratic MPs to any differential treatment for Northern Ireland that had blocked the implementation of Brexit and provoked another snap election in 2019. The political impasse also coincided with the centenary of the Irish War of Independence and the 50th anniversary of the civil rights movement and the outbreak of the Troubles. It is therefore important to analyse the election of 12 December 2019 in Northern Ireland in relation to the political upheavals in Westminster, with the issue of the physical border and the Backstop involving the European Union and the Republic of Ireland. While these ongoing controversies have rekindled age-old divisions, it will also be seen that a growing proportion of the Northern Irish population is seeking to escape the traditional dichotomy between orange and green.

INDEX

Mots-clés : Brexit, Irlande, DUP, Sinn Féin, sectarisme

Keywords : Brexit, Ireland, DUP, Sinn Féin, backstop, Troubles, sectarianism